

RESIDENCE LES PINS à MERIGNAC

**CONVENTION  
ENTRE LA COMMUNAUTE URBAINE DE  
BORDEAUX et GIRONDE HABITAT**

**MODALITES DE COLLECTE DES ORDURES  
MENAGERES PAR CONTENEURS SEMI -ENTERRES**



---

## **ENTRE**

La COMMUNAUTE URBAINE DE BORDEAUX, Etablissement Public Administratif créé par la loi N°66-1069 du 31 décembre 1966 et les décrets des 11 septembre et 27 novembre 1967, devenu établissement public de coopération intercommunale conformément à la loi N°31-125 du 6 février 1992, identifiée au SIREN sous le numéro 243300316, et dont le siège social est situé Esplanade Charles de Gaulle à BORDEAUX (33076),

Ici représentée par son président, Monsieur Alain ROUSSET autorisé aux fins des présentes par délibération n° [REDACTED] du Conseil de Communauté du [REDACTED],

ci-après dénommée « **La Communauté** »

d'une part,

GIRONDE HABITAT, OFFICE PUBLIC D'AMENAGEMENT ET DE CONSTRUCTION, Etablissement Public Industriel et Commercial dont le siège social est situé, 40 rue d'Armagnac, 33074 BORDEAUX CEDEX, immatriculé au Registre du Commerce et des Sociétés de BORDEAUX sous le numéro B 404 877 086 ,

Ici représenté par Isabelle BARBE, Directeur Administratif et Juridique dudit Office, agissant au nom et comme délégataire de Monsieur Yves CORTEZ, Directeur Général, en vertu d'une délégation de signature sous-seing privée, en date à Bordeaux du 29 avril 2002, ledit Monsieur CORTEZ ayant lui-même consenti cette délégation en vertu d'un pouvoir de déléguer sa signature par délibération n°2001-66 du conseil d'administration du 12 juin 2001,

ci-après dénommé « **Gironde Habitat** »

d'autre part,

## **ARTICLE 1 – OBJET**

La présente convention a pour objet de définir les modalités de fonctionnement de la collecte par conteneurs enterrés ou semi-enterrés aux résidences indiquées à l'article 2. Elle énonce les responsabilités des parties concernées.

## **ARTICLE 2 – SITES CONCERNES**

La présente convention concerne :

**La Résidence « LES PINS », tranche 1 et 2, située aux adresses suivantes, à Mérignac**

Rue Pierre Loti, Rue Paul Valéry, Rue Alphonse Daudet, Avenue du Château d'eau, Avenue Norbert Moussard, Avenue du Maréchal Lyautey

*DS*

---

### ARTICLE 3 – DESCRIPTIF DE L'OPERATION

La présente convention concerne la mise en place de :

#### Rue Pierre Loti :

2 conteneurs semi enterrés pour ordures ménagères de 5 m3 chacun

1 conteneurs semi enterrés pour ordures ménagères de 3 m3 chacun.

2 conteneurs semi enterrés pour les déchets recyclables de 3 m3 chacun.

#### Rue Paul Valéry :

4 conteneurs semi enterrés pour ordures ménagères de 5 m3 chacun

2 conteneurs semi enterrés pour ordures ménagères de 3 m3 chacun.

1 conteneur semi enterré pour les déchets recyclables de 5 m3.

2 conteneurs semi enterrés pour les déchets recyclables de 3 m3 chacun.

Ces installations seront réalisées conformément au plan n°18-02 échelle 1/500<sup>ème</sup> Traitement des sols Ilot A/B 18 VRD joint en annexe. Elles tiennent compte des contraintes techniques de la Direction Opérationnelle de l'Environnement D.O.E. de la Communauté (notamment concernant le type de crochet de relevage), dans le respect du cahier des contraintes fourni par la D.O.E.

**Gironde Habitat** préviendra la C.U.B. du démarrage des travaux afin qu'un agent communautaire puisse suivre les différentes étapes de mise en place. Sous ces conditions, ces installations seront validées par la D.O.E. et feront l'objet d'un procès-verbal visé par le représentant de chaque partie.

### ARTICLE 4 – OBLIGATION DES PARTIES

#### 4.1. Gironde Habitat

L'investissement des mobiliers semi-enterrés ainsi que les coûts liés à leur installation sont à la charge de **Gironde Habitat**.

L'entretien et la maintenance courants de ces équipements ainsi que le nettoyage des abords immédiats sont à la charge de **Gironde Habitat**.

Dans le cas de détériorations des mobiliers dues à la collecte, **Gironde Habitat** fait réaliser, après constat contradictoire des deux parties, les réparations ou le remplacement du matériel endommagé si nécessaire. **Gironde Habitat** transmet ensuite à la **Communauté** les justificatifs permettant d'assurer le remboursement prévu à l'article 4.2 ci-dessous. Dans le cas de remplacement de mobilier, il sera tenu compte d'un taux de vétusté de 15% par an.

**Gironde Habitat** prend également l'engagement d'interdire le stationnement des véhicules sur les aires de giration réservées aux manœuvres des camions de collecte.

Si ces conditions n'étaient pas respectées, la collecte des déchets ne pourrait alors être assurée.

AS

---

**Gironde Habitat** s'engage à notifier à **la Communauté** le début d'exploitation de la collecte par conteneurs enterrés ou semi-enterrés **prévu fin juillet 2007**.

#### 4.2. Communauté Urbaine de Bordeaux

**La Communauté** s'engage à venir collecter une fois par semaine les conteneurs destinés aux ordures ménagères et une fois par semaine les conteneurs destinés aux déchets recyclables. Ces collectes seront réalisées à intervalles réguliers.

Toutefois, **la Communauté** pourra procéder, de façon exceptionnelle, à une collecte supplémentaire, sur appel de **Gironde Habitat** ou sur sa propre initiative.

**La Communauté** assurera un nettoyage / lavage de la partie émergente des conteneurs, en moyenne une fois par mois.

**La Communauté** s'engage à rembourser à **Gironde Habitat** les frais occasionnés aux mobiliers endommagés à la suite d'une opération de collecte.

A l'occasion de l'exécution de la présente convention, il sera fait application des règles de responsabilité générale : chaque partie cocontractante supportera la charge d'éventuels dommages susceptibles d'être causés à l'autre partie dans la mesure où ils lui sont directement imputables.

A l'égard des tiers, chaque partie supportera les conséquences de sa responsabilité propre du fait d'éventuels dommages causés aux tiers.

#### ARTICLE 5 – DUREE

Cette convention est conclue pour une durée de sept années à compter de la notification par **Gironde Habitat** du début de la collecte prévue à l'article 4.1.

A défaut de respect de l'engagement de notification prévue à l'article 4.1, la date de signature sera réputée être la date de prise d'effet des présentes.

Cette durée correspond à la période d'amortissement par **Gironde Habitat** des mobiliers enterrés.

Cette opération étant menée à **titre expérimental**, un bilan intermédiaire sera réalisé à l'issue d'un an d'exploitation (notamment d'un point de vue économique pour **la Communauté**). Il servira pour réévaluer éventuellement les conditions énoncées à l'article 4.

#### ARTICLE 6 – RESILIATION

**Gironde Habitat** pourra demander la résiliation de la présente convention si le système ne lui convenait plus. Elle devra pour cela envoyer un courrier recommandé avec A.R. à **la Communauté** trois mois avant la date souhaitée de résiliation.

**La Communauté** se mettra alors en contact avec **Gironde Habitat** pour définir de nouvelles modalités de collecte.



---

**La Communauté** ne peut résilier cette convention. Tout au plus, elle se réserve le droit de ne pas assurer ponctuellement la collecte si les conditions énoncées dans l'article 4.1 ne sont pas respectées.

**ARTICLE 7 – COUT INHERENT A CETTE FORME DE COLLECTE**

En dehors des frais prévus à l'article 4.1, il est expressément convenu que la mise en place de la collecte prévue dans la présente convention n'engendrera pas de coût supplémentaire pour **Gironde Habitat**, autre que la taxe d'enlèvement des ordures ménagères (T.E.O.M.) actuellement en vigueur.

**ARTICLE 8 – LITIGES**

Tout litige portant sur l'application de la présente convention sera porté devant le Tribunal Administratif.

Fait à Bordeaux, le

2007 en 2 exemplaires

**Pour la CUB**



**Pour Gironde Habitat**

  
**Isabelle BARBE**